Alors que Der Leyen veut nous voler le gaz russe, l’Afrique va désormais priver l’Europe de son gaz !

écrit par Marcher sur des oeufs | 5 mai 2022

Illustration : gazoduc Maghreb-Europe

L'un des plus grands pays d'Europe – l'Espagne – a soudainement également été menacé de couper le gaz, mais il ne s'agit pas du tout des vecteurs énergétiques russes. Bien que le cas espagnol soit presque très similaire à ce qui se passe entre la Fédération de Russie et l'UE – un conflit sur un pays de transit et la menace d'un effondrement complet de l'économie. Qu'est-il arrivé?

L'Algérie a prévenu l'Espagne qu'elle pourrait arrêter la fourniture de son gaz au royaume ibérique si Madrid tentait d'utiliser le gazoduc Maghreb-Europe en mode inverse. Il y a un contexte intéressant dans cette histoire : les journaux espagnols qui ont diffusé cette nouvelle n'ont jamais utilisé le mot « chantage », qui ne quitte pas les pages de la presse européenne dans les commentaires sur la fourniture de gaz russe aux pays de l'UE contre des roubles.

Qu'est-ce qui menace l'Espagne avec la mise en œuvre de l'avertissement de l'Algérie ? Pour commencer, rappelons que l'Algérie fournit au « pays du jamon et de la sangria » 13

milliards de mètres cubes de gaz par an. Cela représente près de la moitié du volume total (22 milliards de mètres cubes) de carburant bleu consommé par l'Espagne. Il est aisé de deviner que le vrillage de la vanne par un Etat africain se transformera en catastrophe économique pour un pays européen, ni plus, ni moins.

Jusqu'en septembre de l'année dernière, le gaz algérien était fourni à l'Espagne par deux gazoducs : Maghreb-Europe (MEG) et MedGas. Tracé du premier : champ Hassi-Rmel (Algérie) – Maroc – Cordoue (Espagne). L'itinéraire du second part du même point de départ jusqu'au port méditerranéen algérien de Beni Saf et plus loin le long du fond de la mer Méditerranée jusqu'à la ville d'Almeria située sur la côte espagnole.

En septembre 2021, le contrat de 25 ans pour la fourniture de gaz algérien via MEG à l'Espagne a expiré. Le gouvernement de l'État africain a refusé de renouveler cet accord. Cela a été classé comme "une punition du Maroc, refusant de reconnaître l'indépendance du territoire du Sahara occidental, actuellement occupé par Rabat".

Fait intéressant, Madrid est également enclin à la version selon laquelle le Sahara occidental devrait être un État souverain. Et sur cette base, les autorités espagnoles ont régulièrement des frictions avec les marocaines. Mais rendons au gouvernement espagnol ce qui lui est dû, il essaie de ne pas perdre la tête dans le feu de la lutte politique et rappelons-nous l'adage de Lénine selon lequel "la politique est une expression concentrée de l'économie", et non l'inverse. Autrement dit, la poursuite des injections réciproques dans la sphère politique ne signifie pas une rupture des relations économiques entre voisins séparés par le détroit de Gibraltar. C'est pourquoi Madrid, par la bouche de Teresa Ribera, ministre de la Transition écologique et de la Démographie, a récemment annoncé son intention de "*vendre du gaz au Maroc, en utilisant le gazoduc MEG pour le pompage en sens inverse*".

La réaction de l'Algérie ne s'est pas fait attendre. Selon le journal espagnol La Vanguardia , mercredi 27 avril, le ministre de l'Énergie de ce pays, Mohammed Arkab, a déclaré avoir "reçu une notification par courrier électronique de Ribera concernant des projets de pompage de gaz vers le Maroc". Et il a averti que "l*a redirection du gaz dans des directions non prévues dans le contrat de fourniture [de carburant de l'Algérie à l'Espagne] signifierait une violation [par la partie espagnole] des termes du contrat et aurait des conséquences" jusqu'à au tournant de soupape du côté algérien.*

Sur ce sujet

- L'Algérie menace l'Espagne de rupture de contrat de fourniture de gaz
- La pénurie d'électricité déchire l'Union européenne
- Une nouvelle attaque contre Nord Stream 2 se prépare en Espagne

"L'Union européenne a récemment envisagé la possibilité de suspendre les achats de gaz russe", informe la publication. — Et tout le monde comprend que la forte dépendance au gaz russe des pays d'Europe centrale et du Nord complique la situation. Dans un tel scénario, une réduction des approvisionnements en provenance du sud aurait des conséquences économiques dévastatrices pour l'Espagne si cela devait se produire.

Le Conseil des ministres espagnol a considéré la déclaration d'Arkab comme une menace et n'a pas non plus hésité à réagir. « À la lumière des informations en provenance d'Algérie, nous signalons que le Maroc a demandé un soutien pour garantir sa sécurité énergétique sur la base de sa relation commerciale existante avec l'Espagne. Lequel a répondu positivement à sa demande, comme il sied à tout autre partenaire ou voisin.

Selon Madrid, il n'y aura pas de violation des accords avec l'Algérie, puisque l'Espagne a l'intention de mettre le surplus de gaz entrant en bourse, où n'importe qui peut

l'acheter. Y compris le Maroc. Mais dans ce cas, l'acquisition du produit par Rabat ne sera plus considérée comme le résultat d'une vente directe de gaz par les Espagnols aux Marocains. Et il serait faux d'appeler le gaz algérien, qui passera en mode inverse par le tuyau maghrébin, car "ils achètent un produit à la bourse, mais pas son origine". Et, comme vous le comprenez, les marchandises produites par différents pays sont mises aux enchères, et dans cette tourmente, l'essentiel est d'acheter ou de vendre, et quel type d'origine est la dixième chose. De plus, il ne peut pas être déterminé.

Et de manière générale, comme le souligne le site Internet de la télévision et de la radio espagnole RTVE (le premier bouton de la télévision espagnole), le Maroc, « très probablement, n'achètera pas de gaz de canalisation sur l'échange, mais du GNL, qui sera ensuite transporté vers un des usines espagnoles pour la regazéification et le pompage ultérieur par MEG pour inverser [c'est-à-dire de l'Europe vers l'Afrique] ».

Les experts notent que l'Espagne et l'Algérie semblent discuter de la même question, mais ils parlent de choses différentes. Madrid tente de rassurer les camarades africains sur le fait que le gaz qui ira de l'Espagne au Maroc ne sera pas de "nationalité algérienne". Et le susmentionné Mohammed Arkab indique qu'il considère le problème plus large que sa collègue madrilène Teresa Ribera – les Algériens ne veulent pas autoriser l'utilisation du tuyau MEG pour la marche arrière *en principe* . Quelle que soit l'origine des marchandises. Selon les experts espagnols, une telle opinion des partenaires africains peut déjà être considérée comme une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Espagne.

Il est possible que cet état de fait change littéralement dans les prochains jours : à partir du jeudi 28 avril, le gouvernement espagnol a approuvé une augmentation de 1,8 % du prix de l'électricité produite dans le pays (le prix d'échange, pas celui payé par le consommateur final). L'arrêt

de l’approvisionnement en gaz par l’Algérie donnera aux “prix de l’électro” une impulsion pour un nouveau bond en avant.

Il n’y a aucune raison pour que Madrid entre en conflit avec l’Algérie (« eh bien, nous n’avons pas besoin de votre gaz, nous allons acheter à d’autres ») : il n’y a pas de produit libre sur le marché, la conclusion de contrats avec d’autres fournisseurs dépend de la capacité de ces derniers à augmenter la production. Ce qui ne peut se faire qu’avec le temps. Selon les experts, cela nécessitera au moins cinq ans et plus d’une dizaine de milliards de dollars d’investissements dans la construction et la mise en service de nouvelles usines de liquéfaction de gaz, ainsi que de terminaux pour son acceptation en Europe.

Et si vous vous souvenez que l’Italie a récemment signé un contrat avec l’Algérie pour la fourniture de 9 milliards de mètres cubes de gaz, alors Madrid devient tout simplement alarmant. Car, ne pouvant augmenter la production, les Africains devront utiliser pour l’approvisionnement de Rome la quasi-totalité du volume que l’Algérie considérait comme “libéré” de l’approvisionnement de l’Espagne en raison de l’arrêt des travaux à l’automne dernier de l’oléoduc Maghreb-Europe.

Le royaume ibérique tomba en même temps dans le zugzwang et les troubles du temps. Et puis il y a Mme Ursula von der Leyen, très sérieuse, qui promet que la Commission européenne est sur le point d’imposer un embargo sur l’approvisionnement en gaz russe.

https://vz-ru.translate.goog/economy/2022/4/28/1156142.html?_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=fr&_x_tr_hl=fr&_x_tr_pto=wapp